

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/C/M/12

18 mai 2004

(04-2177)

Comité des négociations commerciales
21 avril 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 21 avril 2004

Président: M. Supachai Panitchpakdi (Directeur général)

Avant de passer au premier point de l'ordre du jour, le Président a rappelé que le Comité des négociations commerciales avait été établi par les Ministres à Doha, sous l'autorité du Conseil général, avec pour mandat de superviser la conduite globale des négociations. Il a proposé que les délégations travaillent de manière rationnelle et efficace à la réunion en cours, et aux réunions qui pourraient suivre dans les trois mois à venir, en ciblant leurs interventions sur ce qui était nécessaire et productif. Il fallait bien comprendre que les réunions du CNC comme la réunion en cours avaient un rôle capital à jouer pour ce qui était de la transparence, question à laquelle le Président attachait beaucoup d'importance. Toutefois, le Président a tenu à ajouter qu'il ne fallait pas confondre transparence et répétition. Au stade où en étaient les délégations dans les négociations, il était impératif et urgent de s'attacher désormais à concilier les positions et à résoudre les problèmes. Le temps des déclarations - aussi nécessaire qu'il ait pu être - était depuis longtemps révolu. Le processus de Genève devait maintenant aboutir à des résultats.

Sommaire:

Page

1. Rapports des Présidents des organes établis par le CNC	1
2. Déclarations des participants	10

1. Rapports des Présidents des organes établis par le CNC

1. Le Président a dit qu'il aimerait commencer par rendre hommage aux anciens Présidents des organes subsidiaires du CNC qui avaient quitté leurs fonctions en février. Ils avaient fait un travail préparatoire essentiel et tous leur étaient extrêmement reconnaissants pour leurs efforts et leur dévouement. Comme les Membres le savaient, les nouveaux Présidents des organes établis par le CNC n'épargnaient eux non plus aucun effort depuis leur désignation pour faire avancer les négociations. Le Président souhaitait leur exprimer la gratitude du Comité pour avoir bien voulu se charger de cette lourde tâche.

2. Les travaux importants effectués les semaines précédentes avaient été si intenses que certains rapports n'avaient pu être distribués qu'à la veille de la réunion mais le Président estimait que toutes les délégations comprenaient les énormes pressions qui avaient pesé sur les Présidents pour finaliser ces rapports. Il a noté que le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture et le Président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends avaient préféré

communiquer aux Membres un rapport oral qui tenait compte des toutes dernières activités menées dans leurs domaines respectifs. Le Président de la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement ne pouvait pas assister à la réunion mais il avait communiqué un rapport écrit et il lui serait rendu compte en détail des observations qui pourraient être faites sur son domaine de responsabilité. Les rapports des Présidents des organes établis par le CNC avaient été distribués dans les documents officiels suivants:

Session extraordinaire du Conseil des ADPIC:	TN/IP/9
Groupe de négociation sur l'accès aux marchés:	TN/MA/13
Groupe de négociation sur les règles:	TN/RL/8
Session extraordinaire du Conseil du commerce des services:	TN/S/15
Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement:	TN/CTD/9
Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement:	TN/TE/8

3. Le Président a dit qu'il rencontrait régulièrement les Présidents des organes de négociation et le Président du Conseil général. Il était convaincu que ces rencontres étaient essentielles pour permettre la planification et la coordination efficaces des travaux. Il avait été encouragé par le fait que les délégations reconnaissaient collectivement que la négociation directe avec les partenaires commerciaux restait la seule manière viable de progresser sur le fond. Il savait bien que ces négociations pouvaient parfois être difficiles et frustrantes, mais cela était inhérent à la nature des travaux du Comité. L'expérience récente avait fait comprendre à tous les Membres que c'était en tant que facilitateurs que les Présidents étaient le plus utiles, et il a instamment prié les délégations de poursuivre dans cette voie pendant les semaines cruciales qui allaient suivre.

4. L'Ambassadeur Ahmad (Pakistan), Président de la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC, a dit que la Session extraordinaire avait tenu sa huitième réunion le 7 avril 2004 pour examiner les points inscrits à l'ordre du jour relatifs à l'élection du Président, la négociation de l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, l'organisation des travaux, et à d'autres questions. La Session extraordinaire s'était réunie en mode formel et informel et l'avait confirmé dans ses fonctions de Président. Une communication¹ avait été proposée conjointement par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande sous le titre "Proposition conjointe relative à un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux". Au cours de la réunion, les Membres avaient examiné diverses questions concernant l'établissement du système multilatéral, y compris les effets juridiques des enregistrements, la participation au système et les charges administratives et autres d'un tel système, y compris pour les pays en développement et les pays les moins avancés.

5. Dans le rapport qu'il avait présenté au titre des questions en suspens, il avait noté que les positions des Membres demeuraient pour l'essentiel inchangées, y compris en ce qui concernait les deux questions fondamentales des effets juridiques des enregistrements et de la participation au système multilatéral. Concernant les travaux futurs, il avait indiqué que la Session avait prévu de tenir une réunion coïncidant avec la session ordinaire du Conseil des ADPIC, qui se tiendrait du 15 au 17 juin 2004, et que les discussions se poursuivaient au sujet de la tenue d'une autre réunion pendant la dernière semaine de mai.

6. L'Ambassadeur Jóhannesson (Islande), Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, a dit que la réunion que le Groupe avait tenue du 29 au 31 mars était la première depuis Cancún, la première en 2004 et la première sous sa présidence. Il estimait que le Groupe avait repris efficacement ses travaux sur la base d'échanges positifs et constructifs et son rapport donnait un

¹ Document TN/IP/W/9.

compte rendu factuel du déroulement de la réunion. Le style de la réunion tranchait sur celui des précédentes dans la mesure où les délégations avaient bénéficié d'un laps de temps conséquent pour se consulter. Ce changement était dû au fait que comme il était ressorti des discussions et des consultations informelles que l'intervenant avait menées avec les Membres, le Groupe était arrivé à un stade des négociations où il incombait aux seules délégations d'effectuer le travail nécessaire pour atteindre une plus grande unité de vues sur les divers éléments des modalités concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

7. Les consultations ouvertes à tous qui s'étaient tenues sur divers thèmes comme indiqué dans le rapport de l'intervenant avaient été engagées, organisées et présidées par les Membres en sus d'autres réunions bilatérales et plurilatérales. L'intervenant avait été invité à participer à toutes ces consultations sauf une, et selon lui, les débats avaient été marqués par l'utilité des travaux et le climat positif régnant entre les délégations activement à l'écoute les unes des autres. On avait entendu des interventions constructives – très franches dans certains cas. Ce processus avait permis d'éclaircir certaines notions comme "formule mixte" et "masse critique" que l'Ambassadeur Zoellick avait employées dans la lettre adressée aux Ministres plus tôt dans l'année. En outre, des échanges de vues avaient eu lieu qui avaient permis aux délégations de dégager des idées, dont certaines n'étaient pas nouvelles. Toutefois, on n'avait guère progressé vers plus de convergence ni fait de percées, d'ailleurs personne ne s'y attendait. Un esprit positif et un bon climat étaient évidemment des éléments indispensables à la réussite des négociations, mais il en fallait plus pour concilier les vues et forger des compromis. De l'avis de l'intervenant, il s'agissait principalement de parvenir à un équilibre acceptable entre l'ambition affichée et la flexibilité à ménager dans les modalités.

8. L'intervenant souhaitait aussi signaler sous sa propre responsabilité que les consultations ouvertes à tous avaient clairement confirmé que le Groupe s'entendait sur la nécessité d'œuvrer en faveur de l'objectif de cadre de modalités avant la pause de l'été. Toutefois, il avait été observé que l'on ne devait pas sacrifier la qualité du résultat aux impératifs du calendrier. Au cours des débats, des questions avaient été soulevées sur le type de cadre que le Groupe devait viser, et en particulier le niveau de détail à lui conférer, et les Membres étaient également convenus dans l'ensemble d'adopter une formule comme modalité centrale. Des échanges approfondis avaient eu lieu au sujet des listes sectorielles et du rôle à impartir à ces dernières dans le cadre et les modalités qui pourraient être arrêtés. Concernant les obstacles non tarifaires, il semblait bien que les travaux étaient en retard et des suggestions avaient été faites sur la manière d'accélérer le processus. L'intervenant partageait l'avis des nombreuses délégations selon lesquelles le moment était venu de faire avancer les travaux sur les obstacles non tarifaires.

9. Concernant les travaux futurs, comme indiqué dans le rapport de l'intervenant, il était entendu que le Groupe s'efforcerait de définir un cadre pour les modalités avant la fin du mois de juillet. L'intervenant constatait deux niveaux de problèmes qui rendraient la tâche difficile. Généralement parlant, le problème se poserait des liens avec d'autres domaines de négociation. Plus spécifiquement, en matière de droits de douane, il resterait à trouver un équilibre acceptable entre le degré d'ambition et la flexibilité à ménager dans les modalités. C'était dans ce domaine que les délégations devraient atteindre une certaine convergence de vues avant de pouvoir commencer à élaborer un cadre. Les travaux étaient en retard dans le secteur des obstacles non tarifaires, mais l'intervenant ne pouvait pas encore identifier de questions en suspens. Ce secteur ne semblait pas soulever de controverse.

10. Les réunions à venir du Groupe devaient se tenir du 10 au 12 mai, du 9 au 11 juin et une troisième réunion serait organisée en juillet. En conclusion, l'intervenant a dit que la réunion du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles – la première depuis Cancún – avait plutôt bien démarré. Les Membres étaient parvenus à débattre d'une manière franche et ouverte, avaient évité la polémique et pu procéder à des échanges vigoureux, mais il ne fallait évidemment pas s'arrêter là. Le Groupe devait intensifier et accroître ses travaux, les délégations devaient à présent passer du stade de l'écoute à celui de la résolution des problèmes: tel devrait être

l'esprit dans lequel s'ouvrirait la réunion suivante du Groupe. Il faudrait parvenir à une meilleure unité de vues avant de se mettre au travail de rédaction.

11. L'Ambassadeur Pérez Motta (Mexique), Président du Groupe de négociation sur les règles, a dit que son rapport, distribué sous la cote TN/RL/8, couvrait les activités du Groupe de négociation depuis juillet 2003 – la période précédant Cancún. Comme indiqué dans le rapport, le Groupe s'était réuni pour la première fois depuis Cancún le 11 mars pour traiter des ACR et le 16 mars au sujet des mesures antidumping et des subventions et mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries. Les travaux du Groupe semblaient repartis dans la bonne voie, bien que beaucoup reste à faire.

12. Concernant les ACR, le Groupe avait consacré sa réunion de mars à l'examen de l'organisation de ses travaux dans ce domaine. L'intervenant avait cru comprendre que les participants étaient prêts à progresser sur divers éléments en suspens d'une proposition permettant d'améliorer la transparence des ACR, tout en engageant des discussions de fond sur les questions systémiques. Afin de faciliter la série suivante de discussions prévue pour le 5 mai, un document récapitulatif informel sur la transparence des ACR établi par le Président avait déjà été communiqué et un exemple de présentation d'un ACR établi par le Secrétariat était pratiquement prêt pour la distribution. L'intervenant avait l'intention de proposer aux participants, avant la réunion à venir, une feuille de route sur la chronologie des discussions concernant les questions systémiques. À ce jour, aucune communication supplémentaire n'avait été reçue des participants, bien que plusieurs aient été annoncées.

13. Pour ce qui était des mesures antidumping et des subventions et mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries, le Groupe avait poursuivi ses discussions de fond sur la base de documents écrits formels. En outre, il avait décidé d'intensifier l'examen des questions à traiter en commençant à tenir des réunions informelles ouvertes à tous outre ses sessions formelles. La première de ces réunions informelles aurait lieu la semaine suivante. Cinq propositions détaillées avaient été reçues avant la date limite du 8 avril afin d'être discutées lors de la réunion informelle et avaient été distribuées sous couvert de documents portant la cote JOB(04)/-. De l'avis de l'intervenant, cet examen plus détaillé en mode informel était le meilleur, voire même le seul moyen pour le Groupe de continuer à progresser dans ces domaines. L'intervenant a remercié les participants de bien vouloir faire l'effort de présenter les documents dans de brefs délais avant la réunion informelle à venir qui, il l'espérait, donnerait lieu à des débats constructifs et instructifs.

14. L'Ambassadeur Jara (Chili), Président de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services, a dit que la réunion de la Session extraordinaire tenue le 2 avril avait été la première depuis cinq mois. Elle avait été chargée et s'était caractérisée par un climat positif et constructif. Au titre du point de l'ordre du jour relatif à l'évaluation du commerce des services, le Taipei chinois avait fait un exposé sur son expérience de la libéralisation du secteur des télécommunications et les délégations avaient été saisies d'une étude de l'OCDE intitulée "Services Trade Liberalisation: Identifying Opportunities and Gains". Ces travaux de recherche étaient manifestement utiles pour l'évaluation et les négociations et les Membres avaient exprimé un vif intérêt pour l'exploitation des données résultant de l'évaluation au profit des négociations. Les Membres seraient consultés sur le meilleur moyen de structurer la diffusion de l'information et les travaux d'évaluation.

15. Au titre du point de l'ordre du jour concernant les propositions relatives aux négociations, alors que naturellement les propositions diminuaient en nombre au fil du temps, il y avait eu un débat sur une avant-proposition concernant les services de logistique avec 22 interventions. Le débat s'était également poursuivi au sujet d'une proposition relative au mouvement des personnes physiques émanant d'un groupe de pays en développement qui avait été présentée en octobre dernier, et les discussions sur ce thème continueraient à la session suivante. La discussion au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Examen des progrès accomplis dans les négociations" avait démarré du bon

piéd. La plupart des Membres avaient incité l'intervenant à engager de nombreuses consultations afin d'assurer que les travaux afférents aux négociations sur les services continuent de renforcer la dynamique dans d'autres domaines de négociation. Les délégations commençaient à se pencher et à se concentrer sur les questions liées à l'orientation des négociations et à discuter des calendriers et des dates repères.

16. L'offre la plus récente avait été présentée par le Costa Rica le 2 avril, ce qui portait à 42 le nombre d'offres dont le Conseil avait été saisi, représentant environ 60 Membres. À l'exclusion des pays les moins avancés, une cinquantaine de Membres n'avaient pas soumis d'offres. Beaucoup s'étaient déclarés déçus de ce très faible nombre d'offres et de la qualité modeste des offres présentées. Il était manifeste que l'absence d'une masse critique d'offres et l'approche minimaliste adoptée par de nombreuses délégations ayant présenté une offre initiale entravaient la poursuite des discussions dans le cadre des consultations bilatérales. Il n'existait pas à ce stade de base de travail suffisante permettant aux négociations de passer à la vitesse supérieure. L'intervenant avait informé les délégations de son intention de mener des consultations restreintes pour y remédier et mieux comprendre les raisons pour lesquelles les Membres n'avaient pas présenté d'offres – peut-être par manque d'assistance technique. Les consultations s'ouvriraient dans les jours à venir et il espérait qu'elles conduiraient les Membres à soumettre des offres à temps avant la pause de l'été pour atteindre une masse critique permettant de faire avancer les négociations.

17. Les Membres avaient chargé l'intervenant d'importants travaux en préparation de la prochaine série de réunions qui se tiendrait entre le 23 juin et le 2 juillet, notamment sur les thèmes suivants: i) questions techniques telles que la classification et l'inscription dans les listes; ii) structuration de travaux visant à examiner dans quelle mesure les objectifs revêtant de l'importance pour les pays en développement étaient actuellement mis en œuvre dans les négociations; iii) manière d'utiliser au maximum les organes subsidiaires; iv) travaux suivant l'adoption au précédent mois de septembre de modalités en vue du traitement spécial des PMA; et v) moyen d'intégrer dans les négociations les travaux menés par les groupes d'amis en cours d'organisation dans de nombreux secteurs. L'intervenant prendrait part à ces consultations et tiendrait une réunion informelle ouverte à tous le 30 avril.

18. Tous avaient réfléchi au meilleur moyen d'organiser les négociations sur les services, en supposant que de nouvelles offres soient présentées avant juillet et que davantage de progrès soient accomplis dans d'autres domaines des négociations. L'intervenant souhaitait signaler, afin que les délégations y réfléchissent, que, dans la perspective de Cancún, il avait été envisagé que les Membres adoptent des dates repères pour délimiter les délais dans lesquels devraient être présentées les offres révisées. Comme on croyait alors au succès des négociations générales, une seule date repère devait suffire. Tout indiquait désormais que les négociations ne seraient pas conclues avant la fin de l'année et que l'on disposait donc de délais plus longs. Comme les délégations manquaient d'ambition, l'intervenant se demandait s'il faudrait établir plusieurs dates repères en fonction desquelles les Membres seraient tenus de présenter des demandes et d'améliorer ultérieurement les offres au fil des négociations. C'était une question très importante pour l'organisation future des travaux à venir qui avait des connotations politiques dans la mesure où elle dépendrait de l'évolution des autres domaines des négociations. De l'avis de l'intervenant, il ressortait des conversations menées avec les délégations et le Secrétariat que l'adoption de nouveaux repères pourrait contribuer à redresser le cap.

19. M. Ismail (Afrique du Sud), Président de la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement, a rappelé que les travaux sur le traitement spécial et différencié s'étaient interrompus après Cancún car les Membres avaient porté leurs efforts sur les questions les plus importantes pour sortir les négociations de l'impasse. Toutefois, depuis la désignation officielle des Présidents des divers groupes de négociation, il avait tenu plusieurs consultations bilatérales informelles. La Session extraordinaire avait tenu une réunion formelle le 1^{er} avril pour examiner les modalités d'organisation de ses futurs travaux et son rapport avait été publié sous la cote TN/CTD/9.

20. Pour tenter de faire avancer le programme de travail sur le traitement spécial et différencié et de sortir de l'impasse, l'intervenant avait soumis trois questions aux Membres: i) Que souhaitaient faire les Membres des propositions sur lesquelles ils s'étaient déjà mis d'accord en principe? ii) Comment pouvait-on rendre plus productives les discussions en cours sur le traitement spécial et différencié? Et iii) Que suggéraient et conseillaient les Membres sur la manière d'aller de l'avant pour remplir le mandat de Doha visant à rendre le traitement spécial et différencié plus précis, plus effectif et plus opérationnel? L'intervenant avait l'intention de tenir des consultations informelles intensives bilatérales, multilatérales et ouvertes à tous au sujet de ces questions dans les mois à venir. Il était convaincu que les Membres feraient preuve de la souplesse, de la bonne volonté et de la créativité nécessaires pour progresser en matière de traitement spécial et différencié et parvenir à l'objectif commun tendant à faire du Cycle de Doha un cycle du développement.

21. L'Ambassadeur Groser (Nouvelle-Zélande), Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, a dit qu'à l'écoute des autres Présidents, en particulier du Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, on pouvait voir émerger un vocabulaire commun à la réunion en cours. On comprenait désormais la notion de phase des déclarations de la négociation. Cette phase inévitable supposait que l'on dépasse l'étape initiale de l'exposé d'objectifs, à savoir la Déclaration de Doha, pour élaborer des propositions spécifiques, et cela mettait en jeu un processus complexe. Le danger, comme on l'avait reconnu, c'était que les gens confondent cette phase avec la négociation proprement dite, à laquelle elle n'appartenait pas. S'adresser au Président depuis sa place à une réunion, ce n'était pas participer à une négociation, mais à la phase précédente.

22. Il ressortait clairement de la première réunion de la Session extraordinaire et des premières indications de la deuxième réunion, ouverte la veille, que le groupe de l'agriculture avait désormais dépassé ce stade, et ce sans équivoque. La structure que l'intervenant avait mise en place en étroite coopération avec les délégations avait empêché les Membres de poursuivre la phase des déclarations. Toutefois, l'intervenant avait clairement dit qu'il continuerait de prévoir un segment formel à chaque réunion. On observait chez les délégations, mais cela pouvait changer, une tendance à ne pas saisir l'occasion qui leur était offerte de faire des déclarations à caractère formel et il estimait que c'était bon signe. On leur laissait cette possibilité comme une soupape de sécurité, mais à ce jour les délégations avaient paru disposées à accepter cette organisation plus lâche des travaux.

23. Le mode d'organisation qui s'était fait jour avait certainement ses limites, mais les réactions communiquées à l'intervenant avaient été positives et il souhaitait en extraire quelques éléments justifiant l'adjectif "productifs" dont il avait qualifié les travaux. Premièrement, ces modalités étaient considérées comme permettant aux participants de mieux utiliser leur temps. L'intervenant avait dit assez catégoriquement en d'autres occasions que si les délégations avaient continué de configurer leurs travaux comme lors de la phase initiale des négociations, laquelle avait été indispensable, il estimait que de nombreux fonctionnaires en poste dans leurs capitales n'auraient pas pris la peine d'aller à Genève.

24. Les délégations en étaient au stade de l'écoute, mais l'intervenant pouvait constater qu'elles avaient pris quelques initiatives timides pour passer à une autre phase – celle de la résolution des problèmes qui était le véritable mode de négociation. Ces initiatives étaient encore hésitantes et auraient besoin de soins attentifs, comme un jeune plant au printemps. L'intervenant avait eu des échos de ces échanges, dont certains révélaient une certaine tension entre des délégations qui précédemment travaillaient très bien ensemble. Il ne se réjouissait pas de cette tension, mais il comprenait d'où elle venait et la jugeait favorablement. Il avait recommandé que l'on examine calmement la possibilité d'aborder les questions clés des négociations en s'appuyant plutôt moins sur des formules et cela ne pouvait que causer une certaine gêne.

25. Une esquisse conceptuelle se dessinait également concernant la notion de cadre. Dans ses remarques finales à la première Session extraordinaire du Comité de l'agriculture qu'il avait réitérées à la seconde et qui correspondaient à son évaluation personnelle fondée sur les observations que lui avaient faites plusieurs délégations, l'intervenant avait donné à entendre que les délégations étaient d'accord pour élaborer un cadre assorti d'un calendrier bien établi allant jusqu'à la pause de l'été au plus tard. Il était convaincu que les délégations auraient toute satisfaction à atteindre ce but plus tôt étant donné l'important "circuit d'alimentation" à fournir aux autres domaines des négociations.

26. Une observation que lui avait communiquée d'autres participants indiquait que sur les trois piliers des négociations – soutien interne, concurrence à l'exportation et accès aux marchés – il y en avait deux, la concurrence à l'exportation et le soutien interne, pour lesquels quelque chose était en train de prendre forme, même si cela n'était pas encore très net. L'intervenant a tenu à répéter ce qu'il avait dit aux négociateurs agricoles, à savoir que cette évolution ne signifiait pas que les décisions prises dans ces deux domaines étaient faciles du point de vue politique, mais qu'au moins la base d'une décision politique commençait à prendre corps, ce qu'il jugeait important. Pour le troisième pilier, l'accès aux marchés, on ne voyait pas même poindre quelque chose. L'intervenant avait donc demandé à l'ensemble des délégations de mettre à profit la semaine en cours pour se concentrer principalement sur ce pilier, sans vouloir les détourner pour autant de leur travail de clarification pour les deux autres. Pour ce qui était des imbrications conceptuelles entre les trois piliers, il jugeait inutile de débattre de l'importance relative de ces trois points car chaque délégation aurait une perspective différente de la question. Il était indéniable que les trois piliers étaient intimement liés et il n'y avait rien à ajouter à ce titre.

27. Il était clair dans l'esprit des délégations que le terme cadre s'entendait d'une étape intermédiaire du processus continu qui s'était engagé avec l'exposé initial des objectifs, à savoir la terminologie de Doha, et aboutirait au produit des travaux du groupe de l'agriculture, à savoir des modalités complètes assorties de tous les chiffres, précisions, notes de bas de page et définitions pertinents. Comme c'était un mécanisme de transition permettant d'aller du point A au point C, il devait être explicitement conforme au point de départ, à savoir la Déclaration de Doha, et assurer la compatibilité avec le point final, à savoir des modalités complètes. Selon l'intervenant, ce principe était largement compris, tout comme les incidences de cette observation. Un cadre, par définition, n'offrirait pas de certitude totale – on n'atteindrait ce stade qu'aux dernières heures de la négociation. Cela étant dit, les Membres poursuivaient leurs travaux en appliquant le principe de la confiance conditionnelle. À ce jour, les délégations étaient prêtes à s'engager dans cette voie et l'intervenant était convaincu que les Membres pourraient continuer d'avancer à la condition de garder tous à l'esprit que leur ancrage politique collectif était le degré d'ambition affiché dans le mandat de Doha.

28. Il n'existait peut-être pas de consensus, mais une hypothèse de travail plutôt claire tendant à ce que le cadre ne comporte pas de chiffres. L'intervenant ne souhaitait pas être plus catégorique car les travaux ne permettaient pas aux Membres de l'être. Manifestement, un certain nombre de délégations pensaient que le cadre ne comporterait pas de chiffres et les Membres devaient trouver d'autres moyens de mieux éclaircir ces questions.

29. La situation était plus constructive que par le passé. Il ne faisait aucun doute que l'interaction entre le processus politique et le processus de Genève fonctionnait mieux. L'intervenant avait dit à plusieurs reprises aux négociateurs agricoles que ces deux processus étaient en étroite symbiose. Chacun était inutile sans l'autre. Si les délégations en poste à Genève ne recevaient pas d'indications claires d'une volonté politique de mettre le cadre en place, elles perdraient leur temps dans les réunions. Les quelques importantes ouvertures politiques en perspective continueraient de fournir un apport politique précieux. De même, on savait parfaitement que le cadre serait établi à Genève par les principaux négociateurs, ou ne serait établi nulle part.

30. Au début de la semaine, l'intervenant attendait plutôt des résultats modestes des réunions sur l'agriculture. Maintenant, au vu des débats de la veille, il réservait son jugement. Ce qu'il espérait pouvoir dire à la réunion de vendredi, c'était que ses modestes attentes avaient été dépassées. Des signes donnaient à penser qu'il puisse le faire, mais il était un peu trop tôt pour le savoir. Le climat était constructif. Le terme qu'il avait utilisé – tension – était faible en comparaison avec d'autres formes de désaccord, mais dans l'ensemble, il continuait de régner un climat propice. Il n'aimait pas l'expression "atmosphère favorable" parce qu'elle avait été employée trop de fois dans le passé pour occulter l'absence complète d'accord sur le fond. Néanmoins, il était capital de travailler dans ces bonnes conditions, car sans elles, ou si le climat était acerbé, rien ne serait négocié. Les délégations recevaient les bonnes consignes politiques, étant entendu que le processus était centré à Genève, et selon l'intervenant, les délégations travaillaient de concert.

31. Il était toujours difficile de faire face à un large éventail de préoccupations. Certains pouvaient être tentés de croire que toutes les préoccupations n'avaient pas une importance capitale. Mais elles importaient toutes pour les délégations qui les exprimaient, et comme les négociations opéraient sur la base du consensus, ces préoccupations devaient être prises en compte. À titre d'illustration, l'intervenant avait eu un court entretien avec un groupe de délégations la veille sur un point particulier intéressant peu la majorité. Il était convenu avec ces délégations que cette préoccupation particulière ne pouvait être prise en compte à ce stade car elle supposait que quelque chose de plus vaste prenne corps dans le domaine de l'accès aux marchés. Cela montrait que le processus, aussi positif qu'il soit, avait ses limites, et que tout le monde devait comprendre que les préoccupations étaient très variées. Il y avait lieu de se demander dans quelle mesure un cadre devait mentionner expressément chacun de ces points, mais chaque délégation devait comprendre au minimum qu'un espace de négociation était réservé à ses préoccupations dans le cadre en question.

32. En conclusion, l'intervenant pensait pouvoir dire que la négociation avait démarré. Il ne supposait pas que les délégations seraient disposées à parler de percée tant qu'un cadre formel ne serait pas arrêté. Il incombait aux délégations de déterminer, dans le flou de cette négociation naissante mais fragile, si une dynamique se dessinait ou non et ce que cela signifiait concernant les positions de négociation. On verrait lequel des deux grands modes de négociation l'emporterait: le modèle A, qui consistait à ne faire preuve d'aucune souplesse, à tarder à jouer toutes ses cartes, et à s'attendre à en retirer un bénéfice; ou le modèle B, qui consistait à participer dans un esprit constructif sur la base de la confiance conditionnelle, parce que sinon on risquait de constater qu'il n'y avait plus assez de temps pour prendre en compte les préoccupations particulières de chacun et que les autres pourraient se montrer nettement moins compréhensifs. L'intervenant estimait que dans les négociations sur l'agriculture, le modèle dominant était le modèle constructif.

33. L'Ambassadeur Spencer (Australie), Président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends, a rappelé que la session extraordinaire de l'ORD s'était trouvée dans une situation quelque peu différente de celle des autres organes de négociation au lendemain de Cancún étant donné que le Conseil général était déjà convenu en juillet 2003 de prolonger jusqu'à mai 2004 le délai pour achever les travaux sur les améliorations et les clarifications à apporter au Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

34. La Session extraordinaire avait tenu trois réunions officielles pendant la période allant de novembre 2003 à janvier 2004, sous la présidence de l'Ambassadeur Balás. L'intervenant ne reviendrait pas dans le détail sur ces réunions, sauf pour rappeler que le débat conceptuel proposé par le Conseil général s'était tenu en novembre et que deux autres réunions lui avaient succédé, en décembre et janvier, offrant l'occasion de faire un bilan général de la situation dans le cadre de discussions question par question.

35. Le Conseil général ayant dégagé un consensus pour la désignation des Présidents des divers organes de négociation à sa réunion du 11 février, l'intervenant avait été nommé Président de la

Session extraordinaire le 1^{er} mars. À l'époque, afin de mieux comprendre le stade atteint par la Session spéciale dans le processus, il avait invité les délégations intéressées à le rencontrer, bilatéralement ou par groupes, pour faire le point des négociations et voir comment le mieux progresser. Comme un certain nombre de Présidents récemment désignés, il avait aussi prié instamment les délégations de coopérer activement. Depuis, la Session extraordinaire avait tenu une autre réunion formelle le 25 mars. À cette réunion, il avait présenté une étude préliminaire de la situation telle qu'elle ressortait de ses consultations avec les délégations. Plusieurs délégations avaient aussi présenté leur analyse de la situation ainsi que des suggestions pour la suite des travaux. L'intervenant souhaitait rendre compte de l'état d'avancement des travaux comme il l'avait brièvement fait à l'intention des délégations à cette réunion.

36. Le premier point qui était clairement ressorti de toutes les discussions était le sentiment que de toute évidence, le mécanisme de règlement des différends faisait partie intégrante du système commercial multilatéral dont il était une composante très prisée, et que les Membres avaient collectivement tout intérêt à ce qu'il soit maintenu et amélioré. Cela ne voulait pas nécessairement dire que les délégations avaient une vision commune de ce qui devait être fait pour l'améliorer ou le clarifier, mais c'était là certainement un point de départ très solide sur lequel faire fond.

37. Il y avait un large éventail de vues tant sur le processus de négociation que sur le type de résultat que la Session extraordinaire pouvait viser. L'intervenant dirait sans détour que plusieurs délégations avaient exprimé des doutes quant aux chances de conclure les travaux d'ici à la fin mai. Cela était en partie imputable aux événements survenus à Cancún et aux délais qu'il avait fallu pour remettre en selle les négociations de Doha. Sur le fond, les avis demeuraient manifestement très divers quant à ce qui pouvait et devait être fait pour améliorer et clarifier le Mémoire d'accord. Certaines délégations restaient encore à convaincre de la nécessité d'apporter d'importants changements au Mémoire d'accord. D'autres en étaient convaincues mais n'étaient pas nécessairement d'accord sur la teneur de ces changements.

38. L'intervenant constatait avec satisfaction que plusieurs délégations collaboraient afin de tenir prêtes certaines améliorations pour le mois de mai. Dans ce contexte, il avait indiqué aux délégations le 25 mars que la voie la plus constructive à suivre était de continuer à leur donner du temps pour travailler ensemble sur le fond et présenter ensuite les résultats de ces échanges aux Membres. Il avait également exhorté les délégations susceptibles de proposer des éléments en vue d'un accord de le faire aussi rapidement que possible pour permettre une discussion de fond exhaustive avec tous les Membres. En outre, il avait encouragé les délégations à aller vers les autres Membres et à défendre leurs idées et leurs propositions plutôt que de se borner à mettre des propositions sur la table.

39. L'intervenant n'était pas en mesure, à ce stade, de faire état du moindre progrès obtenu suite à ce processus depuis cette réunion. Mais il était encouragé par le fait que plusieurs délégations lui avaient indiqué qu'elles étaient déterminées à essayer d'obtenir le meilleur résultat possible d'ici à la fin de mai, et qu'elles avaient entamé des discussions selon diverses modalités à cette fin. Il espérait donc que lorsque la Session extraordinaire se réunirait à nouveau la semaine suivante, de nouveaux progrès auraient été accomplis. La réunion suivante de la Session extraordinaire se tiendrait les 28 et 30 avril et il espérait que d'ici là, les Membres seraient mieux à même d'établir le type de résultat pouvant être obtenu pour la fin du mois de mai, compte tenu des progrès pouvant être accomplis lors des consultations informelles.

40. Le Président a remercié les Présidents de leurs rapports et de l'immense travail qu'ils continuaient d'effectuer au nom de tous.

41. Le Comité des négociations commerciales a pris note des rapports des Présidents des organes qu'il avait établis.

2. Déclarations des participants

42. Le Président a indiqué que depuis la réunion de février 2004 du Conseil général, tous les groupes de négociation avaient tenu au moins une première série de réunions formelles et qu'il y avait eu en parallèle aux sessions formelles un nombre imposant d'activités informelles. Selon lui, toutes les délégations devaient se sentir encouragées par plusieurs éléments positifs perceptibles au stade actuel du processus de négociation.

43. Premièrement, le Président remarquait de la part des délégations une volonté manifeste de négocier les uns avec les autres. Deuxièmement, l'essentiel de la négociation portait sur le fond et non plus sur la procédure, comme c'était le cas précédemment. Troisièmement, le Président observait clairement un sentiment de confiance croissant entre les délégations, rappelant celui qui existait à l'ouverture du Cycle de négociations de Doha. Quatrièmement, il avait entendu dire par plusieurs délégations que les participants évoluaient dans la manière dont ils percevaient leur position, dans la mesure où ils étaient conscients aussi de celles des autres. Ils ne travaillaient plus seulement désormais à définir leur propre position, mais aussi à rechercher quelles étaient les positions des autres et comment en tenir compte et y répondre. Cinquièmement, un signe évident de l'engagement des Membres était que presque tous les groupes de négociation avaient travaillé sans relâche et aussi établi leur programme de travail pour les mois de mai, juin et juillet. Cela traduisait clairement une volonté résolue de travailler d'arrache-pied, sans ménager sa peine, pour atteindre l'objectif commun. Et, sixièmement, pendant que les délégations travaillaient et concentraient leurs efforts à Genève, leurs efforts étaient soutenus par les efforts qui étaient déployés dans le reste du monde, dans différentes capitales, dans les diverses réunions tenues par les Ministres dans divers cadres et selon des configurations diverses, et qui allaient se poursuivre pendant les mois à venir. Tous pouvaient donc être assurés qu'il y aurait plusieurs occasions pour les Membres de traiter les questions restantes avant la date butoir de juillet.

44. Cela étant dit, le Président voulait tempérer cet optimisme en faisant aussi part aux délégations, après avoir entendu les Présidents des différents organes de négociation et en particulier leurs conclusions, de ses inquiétudes face à la tâche qui attendait encore le Comité. Le Comité ne devait pas se leurrer sur l'ampleur et l'urgence de cette tâche. Tous parlaient de cette possibilité qui s'offrait actuellement, mais il n'était pas nécessaire de rappeler aux délégations qu'elle était très petite. Elle s'offrait, mais elle était très petite et elle allait disparaître très rapidement. Elle ne s'offrirait pas éternellement. Le Président était convaincu que si les délégations voulaient mener à bien leur tâche avant la pause de l'été, elles n'avaient vraiment pas une minute à perdre jusqu'à la date butoir. Il était clair que les contours de l'ensemble-cadre devaient commencer à se dessiner à la fin du mois de mai - non pas au mois de juin, à la fin du mois de mai - si les délégations voulaient suivre les orientations qu'elles s'étaient fixées. C'est pourquoi le Président attendait des délégations que dans leurs remarques, elles s'en tiennent à ce qu'il faudrait faire pour progresser, sans répéter simplement des positions qui étaient déjà connues.

45. Au cours des réunions qu'il avait eues avec les Présidents des organes de négociation et avec le Président du Conseil général, ils avaient aussi commencé à s'interroger sur la nature et la portée des résultats qu'il pourrait être réaliste de viser pendant les semaines à venir. Ces discussions se poursuivaient, compte tenu des progrès réalisés dans les différents organes, et le Président pensait qu'il serait prématuré d'en débattre à la réunion en cours. Cependant, il faudrait de toute évidence parvenir assez rapidement à un accord entre les Membres dans leur ensemble quant au résultat visé, et le Président espérait que, lors des prochaines consultations, le Président du Conseil général et lui-même auraient des idées à partager avec les Membres. Dans l'intervalle, il demanderait aux délégations d'y réfléchir encore.

46. Le Président souhaitait compléter ses remarques en évoquant la détermination politique qu'il avait observée partout dans le monde au niveau ministériel. Comme les délégations le savaient, il

avait participé à un certain nombre de réunions et d'entretiens à différents endroits du monde avec de nombreux ministres. Tous ceux avec lesquels il s'était entretenu étaient convenus de la nécessité de réaliser des progrès concrets avant la pause de l'été et, comme l'avait dit l'un des Présidents, si l'on pouvait y parvenir plus tôt, ce serait évidemment encore mieux. En même temps, les interlocuteurs du Président lui avaient dit que les délégations devaient s'employer à trouver des solutions. Les Ministres avaient insisté sur ce point, et ils avaient eux-mêmes été en contact entre eux pour la recherche de solutions. Les délégations devaient donc redoubler d'efforts pour leur proposer des options sur la base desquelles ils pourraient travailler.

47. Le Président avait aussi entendu dire dans plusieurs réunions de groupes de Ministres qu'il fallait adopter des positions flexibles, mais il avait toujours été dit en même temps qu'il fallait aussi définir cette flexibilité. Il ne suffisait pas de dire qu'il fallait de la flexibilité, il fallait aussi définir ce que l'on entendait par là et ce que la flexibilité réclamée des autres devrait recouvrir.

48. La dernière chose que le Président avait entendu dire à maintes reprises par les Ministres, c'est qu'il leur serait très utile, pour leurs propres analyses et réflexions, que les Membres soient aussi clairs et précis que possible dans l'exposé de leurs positions. Comme le Président de la Session spéciale du Comité de l'agriculture l'avait dit en évoquant le modèle A – clarification des positions au dernier moment – et le modèle B – être aussi constructif que possible, le plus tôt possible –, les délégations n'avaient pas le choix. Il fallait pouvoir avancer de manière constructive au plus vite, faute de quoi il serait impossible d'atteindre le but que les Membres s'étaient fixé.

49. De l'avis du Président, il en ressortait donc que les Ministres étaient plus déterminés que jamais à réussir et que les délégations avaient donc un défi majeur à relever. C'était de toute évidence aux négociateurs à Genève qu'il incombait de transformer cette volonté politique en résultats concrets. Le Président et les autres Présidents – et aussi, certainement, le Président du Conseil général – étaient résolus à travailler avec les délégations sans relâche pour y parvenir. Mais seuls les représentants à Genève pouvaient effectivement produire des résultats.

50. Le Président ne voulait certainement pas dramatiser, mais il était sincèrement convaincu que les jours et les semaines à venir seraient décisifs pour le Programme de Doha pour le développement et, dans une certaine mesure, pour le système commercial multilatéral. Il a prié instamment toutes les délégations de réfléchir à ce que serait la situation s'il n'y avait pas de progrès tangibles d'ici à l'été. Elles risquaient de perdre non pas seulement l'année en cours, mais aussi peut-être une bonne partie de l'année suivante, compte tenu des autres événements qui auraient lieu dans le monde et à l'OMC. Il pourrait être très difficile en fait de relancer le cycle de négociations avant bien longtemps si l'on n'arrivait pas à jeter maintenant des bases solides sous la forme d'accords-cadres. Cela dit, le Président a prié une fois de plus les délégations de faire leurs remarques de la manière la plus efficace possible, en étant brèves et en indiquant de quelle marge on pouvait disposer pour progresser sans tarder.

51. La représentante du Kenya a dit qu'elle avait l'honneur de faire la déclaration qui allait suivre au nom de plus de 50 Membres de l'OMC qui étaient partisans des indications géographiques. Les Ministres avaient déclaré à Doha qu'ils attachaient la plus haute importance à la question de l'extension de la protection des indications géographiques prévue à l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC à des produits autres que les vins et les spiritueux. Les Ministres étaient convenus que les négociations sur l'extension de la protection des indications géographiques, qui relevait des questions de mise en œuvre en suspens, feraient partie intégrante du Programme de travail établi pour ce Cycle de négociations, et ils avaient fixé un calendrier pour la réalisation des travaux. Le CNC aurait dû déjà arrêter les mesures à prendre au sujet de l'extension à la fin de 2002. Aucun consensus n'avait pu se dégager à temps, et depuis lors, malgré les consultations menées par le Président du CNC, la décision était restée en suspens au niveau du Comité.

52. Le Conseil des ADPIC et le CNC avaient examiné à fond les questions et les préoccupations soulevées dans le contexte du débat sur l'extension ces dernières années. À un moment décisif du Cycle de Doha où des décisions importantes attendaient d'être adoptées dans d'autres domaines des négociations, il était également nécessaire que le CNC prenne une décision en faveur de l'extension. Le groupe important de Membres de l'OMC dit groupe des partisans des indications géographiques, avait exposé dans les communications du CNC TN/C/W/7 du 29 novembre 2002 et TN/C/W/14 du 9 juillet 2003 les éléments à inclure dans une telle décision du CNC.

53. Il était indispensable pour ces Membres que l'extension de la protection des indications géographiques compte parmi les résultats du Programme de Doha pour le développement et que l'on trouve sans délai une solution substantielle et significative. L'extension de la protection des indications géographiques restait de la plus haute importance pour le groupe comme le prescrivait la Déclaration de Doha et l'intervenante s'attendait à ce que des négociations sur les modalités détaillées se tiennent dans les meilleurs délais. Le groupe comptait sur le Président du CNC pour qu'il poursuive ses efforts à cet égard.

54. L'extension de la protection des indications géographiques permettrait d'accorder également la protection que l'Accord sur les ADPIC conférait actuellement aux vins et aux spiritueux à tous les autres types et catégories de produits, non seulement les produits alimentaires mais aussi, par exemple, les produits artisanaux, les montres et les tapis, assurant ainsi des conditions identiques et des chances égales pour l'utilisation des indications géographiques par tous les Membres de l'OMC pour tous leurs produits authentiques originaires d'un lieu géographique spécifique et qui possédaient une qualité, une réputation ou une autre caractéristique pouvant être attribuée à leur région d'origine. L'extension de la protection des indications géographiques suivait une approche équilibrée et les exceptions prévues actuellement par l'Accord sur les ADPIC devraient également être d'application.

55. Grâce à cette extension, les indications géographiques deviendraient un outil précieux à la disposition de tous les Membres de l'OMC. Cela ouvrirait de nouvelles possibilités d'accès aux marchés pour les produits de tous les Membres de l'OMC en prévenant les distorsions des échanges et les utilisations abusives. Les avantages résultant de l'extension favoriseraient le développement des communautés rurales locales et encourageraient la mise en place d'une politique agricole et industrielle de qualité. Alors même que ces secteurs se libéralisaient, l'extension contribuerait à faire des indications géographiques un outil précieux de commercialisation et de promotion de produits de qualité. Tous les Membres de l'OMC – les PMA, les pays en développement et les pays développés – auraient beaucoup à gagner de l'extension de la protection des indications géographiques. La question de l'extension se prêtait donc à présent à une décision.

56. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation avait noté des signaux positifs en dressant un bilan des négociations. Les groupes de négociation avaient repris les travaux selon un mode plus informel que précédemment, et les Membres abordaient les questions les uns avec les autres plutôt qu'avec les Présidents, ce qui constituait un bon moyen de relancer le débat. La Suisse participait activement à ces discussions. Le climat des discussions avait été généralement favorable, les délégations étant à l'écoute les unes des autres et s'efforçant de comprendre les positions d'autrui plutôt que de réitérer des déclarations déjà entendues. Des propositions intéressantes avaient été faites, notamment au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Toutefois, sur le fond, il n'y avait pas eu d'avancée véritable, de sorte qu'il restait beaucoup de travail à accomplir.

57. La délégation suisse se demandait quels progrès il faudrait réaliser pour aller de l'avant et exploiter la petite possibilité mentionnée par le Président du CNC. Le Programme de Doha avait fixé des objectifs d'ensemble pour les négociations, lesquels exigeraient des progrès d'ensemble. En d'autres termes, d'ici à la pause de l'été, il faudrait faire des progrès dans trois domaines: i) conclure un accord sur les cadres relatifs à l'agriculture et à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles;

ii) trouver une solution concernant le traitement des questions de Singapour; et iii) donner des indications précises sur la manière de poursuivre les négociations dans tous les autres domaines, comme les services, les règles (antidumping, subventions et ACR, mais aussi indications géographiques), le traitement spécial et différencié et la cohérence (commerce et environnement).

58. La délégation suisse déplorait que les négociations sur les règles du Programme de Doha aient moins progressé que les négociations sur l'accès aux marchés car elle était convaincue que la libéralisation progressive devait s'accompagner des règles pertinentes. L'accès aux marchés était souvent plus gravement entravé par les mesures comme celles de type antidumping que par les droits de douane. Dans ce contexte, la délégation suisse appuyait la déclaration faite par le Kenya sur l'extension des indications géographiques. Il fallait envoyer des signaux forts pour que se poursuive l'examen de cette question dès que possible, au mois de juillet, si l'on voulait parvenir à un accord d'ici là sur la manière de poursuivre les négociations de Doha. Il ne faisait aucun doute que cette question s'inscrivait dans les négociations de Doha et que l'extension des indications géographiques devrait faire partie des résultats du Programme de Doha pour le développement.

59. Une tâche immense attendait les Membres et, pour aboutir, les négociations sur toutes ces questions devaient se tenir en parallèle. L'intervenant a demandé aux Membres de ne pas tomber dans le piège consistant à tout ramener à une seule question – l'agriculture ou tout autre thème – même s'il était reconnu que certaines questions constitueraient des volets très importants de l'ensemble. Lors des semaines qui suivraient, les Membres devraient travailler sur les différentes questions plus intensément – à Genève, dans les capitales et au niveau ministériel. L'intervenant tenait à indiquer au nom du G-10 que les délégations devaient commencer à établir des textes. Dans les cas où les textes seraient produits par de petits groupes, il souhaitait faire savoir aux délégations que ces textes devraient tenir compte des préoccupations des autres et être élaborés rapidement étant donné les délais nécessaires à la constitution d'un accord multilatéral.

60. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation se félicitait des efforts déployés par le Président pour donner un nouvel élan aux négociations les mois précédents, à Genève et par le biais de ses visites dans les capitales. À deux mois et demi de la pause de l'été, elle éprouvait des sentiments mitigés – un mélange d'espoir et de réalisme, voire même du scepticisme, mais elle voulait toujours croire en l'espoir et en l'optimisme. L'intervenant partageait l'avis du Président selon lequel les capitales étaient conscientes de la nécessité de renforcer la volonté politique dans le cadre des négociations, les faits survenus les semaines précédentes en ayant donné la preuve. Les délégations établies à Genève non seulement devaient engager le dialogue, mais dépasser le stade des déclarations de portée générale et réitérer l'engagement exprimé les années précédentes. Il importait de prendre en compte les vues des uns et des autres et de lancer la négociation afin de pouvoir atteindre un certain niveau de résultats avant la pause de l'été.

61. Il importait de noter à ce stade l'existence d'une certaine osmose dans la perception des positions mutuelles et le fait que les délégations avaient dépassé l'étape du dialogue de sourds qui avait caractérisé les débats antérieurs. Le dialogue sur l'agriculture, les services, et d'autres groupes avait permis aux délégations de constater qu'un climat encourageant prenait corps, et la délégation marocaine espérait que cela aurait pour effet d'imprimer un nouvel élan aux négociations. La délégation marocaine restait optimiste concernant les travaux menés à Genève – le seul lieu où les négociations devaient se tenir. Des déclarations politiques symboliques avaient déjà été faites et communiquées à Genève et désormais les délégations avaient l'obligation de concrétiser leur mandat en prenant toutes les mesures nécessaires et en comprenant leurs difficultés réciproques. Faute de quoi on n'avancerait pas et les délégations ne seraient pas en mesure de réaliser ce que l'on attendait d'elles avant le mois d'août.

62. Les Membres avaient l'obligation de produire des résultats avant le mois d'août. Cette obligation devait être partagée et perçue comme une responsabilité collective. Pour autant que

certaines délégations aient des positions fermes, toutes devaient se montrer réalistes et reconnaître que des progrès avaient été faits dans les domaines de l'agriculture, même s'ils étaient insuffisants. L'objectif tendant à établir un cadre d'ici août risquait d'être compromis par le fait que ce dernier ne serait pas chiffré, mais la délégation marocaine espérait que cela ne découragerait pas les Membres de continuer de s'attacher à examiner toutes les façons possibles de traiter la question du cadre. La délégation marocaine espérait également que le traitement du troisième pilier, relatif à l'accès aux marchés, permettrait au cadre de remplir sa vraie mission – constituer un véritable cadre de négociation – et donnerait donc aux Membres l'espoir de poursuivre après la pause de l'été.

63. Comme la Suisse, le Maroc attendait également des résultats concernant les importantes questions de Singapour. La délégation marocaine espérait que l'occasion offerte par plusieurs pays, en particulier des pays africains, pourrait être saisie de sorte que des résultats positifs dans ce domaine puissent accompagner la poussée dynamique observée dans le domaine de l'agriculture.

64. Le représentant de Singapour a dit que la présente réunion se tenait à un tournant du processus du Programme de Doha pour le développement. Les Membres avaient pour l'essentiel fait du sur place depuis Cancún et pour autant que le processus ait été entretenu, il était resté stagnant pour ce qui était des avancées sur le fond. Toutefois, les indications les plus récentes étaient prometteuses et le climat s'était amélioré les semaines précédentes, en particulier dans le domaine de l'agriculture, et, dans une certaine mesure, dans celui de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Non seulement des réunions formelles avaient eu lieu, mais les principaux acteurs semblaient se mobiliser de plus en plus par le biais de réunions informelles.

65. Cette évolution témoignait d'une volonté politique renouvelée de faire avancer le Programme de Doha pour le développement, laquelle augurait bien de l'avenir, mais il y avait encore beaucoup de chemin à parcourir si l'on voulait enregistrer des résultats concrets d'ici au Conseil général de juillet. Les délégations devraient réorienter leurs positions très bientôt – dans les semaines à venir – pour parvenir à des résultats concrets avant juillet. En bref, les délégations n'avaient pas le luxe d'attendre. Selon l'intervenant, tous les Membres convenaient de la nécessité de ne pas gaspiller l'année 2004, aussi juillet offrait-il la dernière chance de progresser. Au-delà, si les délégations ne se mettaient pas d'accord sur un document cadre en juillet, cela risquait fort de mettre en cause le Programme de Doha pour le développement et de réduire l'intérêt dans les négociations. Il était donc capital que les Membres poursuivent les négociations sur la base du mandat de Doha en cherchant à obtenir de bons résultats en juillet qui serviraient de point d'ancrage pour les négociations ultérieures.

66. Il n'était pas facile de répondre à la question de savoir quel ensemble de résultats les Membres devaient se proposer d'obtenir en juillet, surtout si on l'examinait dans le détail. Tout le monde était d'accord pour viser à un accord-cadre, mais en revanche, la convergence n'était pas aussi nette pour ce qui était des questions à inclure dans l'accord, et le niveau de détail à rechercher était encore plus épineux. Les Membres ne s'accordaient pas sur ce qui devait être inclus dans l'ensemble de résultats de juillet; certains voulaient qu'il soit limité aux principales questions, tandis que d'autres souhaitaient lui donner une vaste portée en y faisant figurer toutes les questions du texte de Derbez. Mais même parmi les Membres partisans d'un ensemble de résultats limité, des divergences existaient quant aux points à inclure au-delà des questions de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et des questions de Singapour. Certains souhaitaient voir le traitement spécial et différencié inclus dans l'ensemble de résultats, d'autres voulaient y faire figurer les règles. Le moment n'était pas venu de procéder à un examen détaillé à la présente réunion mais étant donné le peu de temps qui restait, il était illusoire de vouloir progresser dans tous les domaines. Les Membres ne feraient que s'embrouiller et au bout du compte ne parviendraient à rien. Il faudrait peut-être trouver une voie intermédiaire axée sur un ensemble de résultats de juillet ne prévoyant de résultats concrets que pour un petit nombre de questions, et une volonté claire de traiter les questions restantes afin que celles-ci ne restent pas en souffrance.

67. Parmi les autres questions figurait le niveau de détail que les délégations souhaitaient conférer à l'ensemble de résultats de juillet, qui créait un dilemme. Pour bien faire, il faudrait viser à un cadre plus détaillé pour tous les domaines clés car cela fournirait des bases solides aux négociations postérieures au mois de juillet. Cela ne serait pas facile toutefois car il existait des divergences conceptuelles importantes entre les Membres dans un certain nombre de domaines qui étaient peu susceptibles de se résoudre avant juillet. Il serait peut-être plus facile de s'accorder sur un cadre plus général d'ici juillet, mais l'on nuirait au Programme de Doha pour le développement en allant trop loin dans cette direction car les négociateurs agricoles ne recevraient pas les orientations voulues. Au bout du compte, les Membres s'exposeraient à de nouveaux problèmes en aval, aussi le cadre de juillet devait-il être négocié avec soin. Certes, il faudrait que le document soit suffisamment clair pour faire avancer les négociations globales, mais les Membres devraient dans le même temps être moins spécifiques dans certains domaines pour éviter de se lier les mains à ce stade. Le sprint serait intensif jusqu'en juillet, mais il était capital de parvenir à un ensemble de résultats crédible qui permettrait au moins de maintenir le processus du Programme de Doha pour le développement. Sinon, l'OMC prendrait une direction dangereuse.

68. La représentante de Cuba a dit que selon sa délégation, les négociations de l'OMC ne pouvaient pas être prises isolément de la situation du commerce international. Elle souhaitait rappeler les propos récents du Directeur général au sujet des échanges internationaux:

"Manifestement, l'amélioration de la situation économique aux États-Unis et en Asie a donné une vigoureuse impulsion au commerce mondial. Mais, partout dans le monde, le rythme de croissance des échanges reste inégal et il subsiste de nombreux obstacles au commerce. Une plus forte expansion des échanges contribuerait à une croissance économique soutenue et à la création d'emplois. Pour que cela se réalise, il faut s'attaquer aux nombreuses distorsions des échanges et la meilleure façon de le faire est de mener à bien le Programme de Doha pour le développement."

69. L'intervenante souhaitait aussi souligner certains éléments du rapport sur l'évolution du commerce international. La croissance réelle des importations en Amérique latine était la plus faible de toutes les régions. Bien que les exportations mondiales de marchandises aient augmenté de 16 pour cent et celles des services de 12 pour cent, la croissance des exportations et des importations des pays en développement avait été inférieure de moitié à celle du commerce mondial des services en 2003. Selon le même rapport, c'était principalement les pays de l'Europe occidentale qui prenaient le plus de part au commerce mondial des services, au détriment des pays d'Amérique latine et d'Asie, cette observation étant valable à la fois pour les exportations et les importations. Le rapport faisait aussi remarquer que les flux mondiaux d'investissements étrangers directs (IED) avaient quasiment stagné. Pour ce qui était des prix des produits de base, le rapport faisait observer que s'ils augmentaient en moyenne de 7 pour cent, les prix des combustibles avaient augmenté de 11 pour cent et ceux des produits manufacturés de près de 10 pour cent, ce qui ne dédommageait pas les pays exportateurs de produits primaires qui étaient fortement tributaires de ces exportations. Cuba estimait que les négociations et en particulier l'ensemble de résultats de juillet devaient fournir une réponse efficace à tous ces problèmes.

70. La situation grave à laquelle se heurtaient les économies de la plupart des Membres appelait une solution urgente, et la principale contribution que l'Organisation pouvait apporter consistait à remplir les mandats de Doha sur le traitement spécial et différencié et la mise en œuvre. C'était pour cela que Cuba et d'autres Membres avaient présenté le document TN/C/W/16 qui soulignait l'importance qu'il y avait à faire progresser ces questions pour réaliser dans l'ensemble des progrès équilibrés dans le Programme de Doha pour le développement. À cet égard, la délégation cubaine appuyait les propos que le Directeur général avait tenus au paragraphe 105 du rapport sur l'évolution de l'environnement du commerce international:

"Il est cependant admis que certains pays peuvent se heurter à des contraintes qui les empêchent de tirer parti aussi rapidement que d'autres des possibilités offertes par la libéralisation des échanges. Certains ont aussi des difficultés à mettre en œuvre certaines règles de l'OMC, ce qui pose la question de l'équilibre entre les coûts des ressources nécessaires à la mise en œuvre et les avantages de certains accords pour l'économie. [...] Ce à quoi tendent, pour une part importante, les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, c'est à remédier à un manque de capacités institutionnelles et de ressources pour la gestion de la politique commerciale et de ses priorités. Elles visent par ailleurs à rendre le régime de politique commerciale aussi propice que possible aux aspirations des pays bénéficiaires en matière de développement."

Ces objectifs étaient ceux-là mêmes qui avaient motivé les propositions des pays en développement, mais on leur avait accordé une place médiocre dans le Programme de travail, en contradiction totale avec le mandat conféré par les Ministres à Doha.

71. Dans les observations qu'il avait faites à la réunion en cours, le Président avait signalé qu'il était difficile de relancer la série de négociations sans un solide programme. Dans ces négociations, Cuba s'intéressait surtout aux questions relatives au développement, à l'agriculture et au traitement spécial et différencié. Cuba estimait qu'il serait nécessaire de veiller, d'un point de vue pratique, à ménager des possibilités réelles de progrès dans les négociations, et surtout à obtenir des résultats concrets de sorte que les Membres ne soient pas confrontés à un nouvel échec.

72. Cuba voudrait continuer à coopérer et à maintenir une approche constructive dans les négociations. Si des progrès étaient accomplis en vue d'un ensemble de résultats équilibré respectant les mandats de Doha et tenant compte des intérêts fondamentaux des pays en développement que l'intervenante venait d'énumérer, une décision pourrait être adoptée l'été à venir. Faute de quoi, la délégation cubaine jugeait préférable de reporter cette initiative jusqu'à ce qu'une dynamique prenne corps afin de mettre correctement en œuvre le Programme de travail de Doha.

73. Le représentant du Chili, en réponse à la déclaration du Kenya, a dit qu'il souhaitait faire une suggestion au sujet des indications géographiques. À l'OMC, il existait un groupe restreint mais puissant de Membres qui souhaitaient accorder une protection totale à une petite liste de produits dans le contexte des négociations agricoles, ce qui allait au-delà des obligations imposées à ce stade par l'Accord sur les ADPIC et supposait que l'on rouvre l'Accord. Cela entraînait aussi une discrimination en faveur des produits figurant sur leurs listes. Ces Membres prétendaient qu'il y avait discrimination parce que les vins et les spiritueux étaient traités d'une façon et les autres produits d'une autre. À la courte liste de ce groupe de Membres viendraient s'ajouter d'autres petites listes d'autres Membres qui finiraient par constituer une très longue liste de produits. Cette suggestion n'avait pas de fondement juridique, mais elle avait été avancée.

74. Il y avait aussi la question du registre multilatéral pour les vins et les spiritueux et le Président de la Session extraordinaire du Conseil des ADPIC en avait rendu compte à la réunion en cours. Certains Membres souhaitaient aller au-delà des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC dans ce domaine. Ils appelaient de leurs vœux un registre aux effets extraterritoriaux qui contiendrait des obligations pour les Membres ne prenant pas part au système. Ces modifications des éléments essentiels de la protection de l'ensemble de la propriété intellectuelle dans le monde toucheraient à un principe fondamental du droit international en imposant des obligations à des Membres n'ayant pas adhéré à un texte juridique donné. En outre, un autre groupe de Membres souhaitait étendre la protection conférée aux vins et aux spiritueux à d'autres produits. On ne comprenait pas clairement ce qu'ils entendaient par indications géographiques dans ce cas, et l'on ne savait pas précisément jusqu'où les Membres pouvaient pousser cet exercice.

75. La délégation chilienne jugeait difficile de se lancer dans un processus de négociation dans ce contexte d'incertitude juridique, compte tenu du souhait de modifier les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC et lorsque les paramètres, les motifs et les critères relatifs à la question des indications géographiques n'étaient pas définis. Il serait irresponsable pour les Membres de convenir de le faire. Les Membres devaient faire montre de sérieux et de cohérence. L'intervenant suggérait que les Membres ouvrent un véritable débat dans l'enceinte appropriée – le Conseil des ADPIC – pour examiner toutes ces incertitudes, évaluer les coûts et les conséquences, et ce faisant agissent avec un degré minimum de sérieux, de responsabilité, de cohérence et d'ordre dans ce domaine. Dans l'état actuel des choses, étant donné le chaos dans lequel ils se trouvaient en ce moment, du fait d'une irresponsabilité politique, les Membres n'accompliraient rien.

76. Le représentant du Bénin, s'exprimant au nom des coauteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton² a dit que les pays au nom desquels il prenait la parole remerciaient le Président pour ses travaux et son appui au sujet du coton. Ces pays espéraient que le processus engagé sur cette question se poursuivrait de manière harmonieuse et constructive dans le cadre des négociations courantes. La réunion en cours était la première tenue après l'important atelier régional de l'OMC sur le coton à l'intention des pays africains qui avait été organisé par l'OMC à Cotonou les 23 et 24 mars. Le rapport de l'atelier avait été publié dans le document WT/L/564 en date du 31 mars. L'intervenant souhaitait remercier au nom des quatre coauteurs de l'initiative en faveur du coton le Secrétariat et tous les partenaires qui avaient appuyé la préparation et l'organisation de cet atelier.

77. L'atelier de Cotonou avait été consacré aux aspects de l'initiative sectorielle en faveur du coton qui intéressaient le développement. L'atelier avait souligné la nécessité d'appuyer le secteur du coton par une assistance technique et financière et l'établissement d'un fond de soutien. Les coauteurs et les autres pays africains qui avaient pris part à l'atelier espéraient que ses conclusions seraient mises en œuvre avec efficacité, d'une manière harmonieuse et appropriée, afin de renforcer ce secteur. Ils espéraient également que le processus de consultation sur les aspects commerciaux de l'initiative démarrerait dès que possible.

78. Le représentant de la Bulgarie a appuyé la déclaration du Kenya au nom du groupe des partisans des indications géographiques. Le Chili avait déclaré que l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques aux produits autres que les vins et les spiritueux intéressait un groupe restreint mais puissant de Membres qui souhaitaient obtenir une protection totale des indications géographiques. La question de l'extension était promue non pas par un petit nombre mais par un groupe important de pays réunissant plus de la moitié des Membres de l'Organisation. Il n'était donc pas vrai que seul un petit groupe de Membres puissants avait appuyé l'extension, cela intéressait aussi les pays en développement et les PMA.

79. La délégation bulgare contestait également l'avis selon lequel cette question n'avait pas de fondement juridique. Son fondement juridique était la Déclaration de Doha. Il s'agissait d'une question de mise en œuvre car les Membres du groupe des partisans des indications géographiques jugeaient qu'en protégeant certains produits mais pas les autres on créait des conditions inégales. Cette question n'exigeait pas plus la réouverture de l'Accord sur les ADPIC ou de l'un quelconque des accords que les autres objets de la négociation. La délégation bulgare ne pouvait pas s'associer à la suggestion du Chili tendant à ce que les Membres reprennent la discussion sur les coûts et précisent le sens des indications géographiques. Les Membres débattaient de ce thème depuis de nombreuses années, notamment au sein du Conseil des ADPIC. On savait clairement désormais non seulement ce que l'on entendait par indications géographiques, mais ce que le groupe de partisans des indications géographiques proposait. La question des coûts avait été expliquée à de nombreuses reprises et était également claire.

² Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad.

80. S'agissant de cette question, la situation actuelle était comparable à celle analysée par le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture pour certains des domaines de négociation agricoles. Les choses étaient claires et il suffisait d'une volonté politique. Le groupe de partisans avait déjà dit qu'il était prêt à examiner le principe de l'extension et les détails et modalités y afférents, y compris les exemptions actuellement visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC, mais cela ne voulait pas dire que la question avait besoin d'être précisée.

81. Pour la Bulgarie, comme l'avait dit le Kenya au nom du groupe des partisans des indications géographiques, cette question revêtait la plus haute importance conformément à la Déclaration de Doha. C'était une question de priorité, comme le disait explicitement cette Déclaration, et la Bulgarie l'examinerait au moment de convenir d'un quelconque ensemble de résultats à adopter avant l'été. Cette question prendrait également de l'importance lorsque l'on étudierait la possibilité d'inscrire une éventuelle étape intermédiaire dans l'élaboration progressive de modalités.

82. Le représentant du Canada a dit que sa délégation s'était sentie encouragée par les efforts accomplis par tous les Membres pour remettre les négociations sur les rails. Comme des bases solides étayaient le processus, les Membres devraient se concentrer davantage sur le fond, ce qui supposait qu'ils présentent des positions de fond et rapprochent rapidement leurs vues divergentes. Il était indispensable de faire de nouvelles avancées, car si l'on ne réglait pas les problèmes de fond, le processus serait vidé de toute substance. Par ces avancées, on créerait aussi une dynamique, ce dont le Programme de Doha avait cruellement besoin. Les Membres devaient axer leurs travaux sur les deux questions de l'agriculture et de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, et l'intervenant mettait l'accent sur ces questions par ordre chronologique, et non dans le but d'exclure d'autres questions. Si l'on voulait assurer que le Programme de Doha pour le développement reste dans la bonne voie, il était indispensable de conclure des accords-cadres dans ces deux domaines pour maintenir l'élan. Toutefois, ces accords étaient lents à prendre forme, comme en témoignaient les comptes rendus des Présidents. Les délégations semblaient plutôt lentes à changer de vitesse d'une étape à l'autre. La délégation canadienne priait instamment ses homologues de ne pas céder à la tentation de baisser le regard quand surgissaient des difficultés. Bien qu'il soit ardu de passer à une étape beaucoup plus difficile, la délégation canadienne demandait aux Membres de s'efforcer de maintenir le degré d'ambition élevé qui selon elle caractérisait l'ensemble du Programme de Doha.

83. La plupart des délégations reconnaissaient que pour ce qui était de l'aspect politique des négociations, l'année se terminerait concrètement en juillet et le Président avait eu raison de faire observer la brièveté du laps de temps disponible. C'est pourquoi il était crucial de préciser ce que l'on entendait par ensemble de résultats de juillet et la remarque du Président au sujet de la fin mai était opportune à cet égard. Les Présidents du Conseil général et du CNC devaient collaborer avec les délégations pour qu'un accord se fasse aussi rapidement que possible sur les éléments à inclure dans cet ensemble de résultats de juillet et la manière de les exprimer. Si l'on tardait trop, cette question pourrait briser l'accord même si une dynamique se dégageait dans d'autres domaines.

84. C'est pourquoi la délégation canadienne considérait avec une certaine prudence les déclarations faites à la réunion en cours au sujet des indications géographiques, car ce type de situation portait en germe toutes les raisons d'échouer en juillet sauf si l'on examinait la question en profondeur. Il fallait convenir que ce n'était ni le moment ni le lieu de se livrer à un tel débat. Cela dit, l'idée selon laquelle l'extension de la protection des indications géographiques réglerait le problème des distorsions commerciales était impropre. La délégation canadienne estimait que cela pouvait avoir l'effet contraire à celui escompté et faire virer le commerce au cauchemar en matière de distorsions des échanges. C'était des modalités, de la date et du lieu de l'examen de cette question que dépendait la capacité d'aboutir ou non à un ensemble de résultats en juillet et dans les temps. C'est pourquoi plus tôt les Présidents du Conseil général et du CNC engageraient les consultations et mieux cela vaudrait.

85. Le Président a remercié toutes les délégations de la coopération dont elles avaient fait preuve qui avait permis au CNC de tenir une session très efficace et très utile. Il a tenu à souligner la nécessité pour toutes les délégations de continuer l'excellent travail qu'elles avaient entrepris et de passer d'une étape à l'autre sans interruption. Les Membres ne devaient pas trop tarder à s'engager dans le processus de résolution des problèmes. Il devait être entendu que si la réunion de juillet était fixée comme échéance pour la réalisation de progrès concrets, il ne fallait pas en conclure que le cycle de négociations prendrait fin avec elle. Juillet n'était qu'une étape de plus dans les négociations, et il ne serait certainement pas possible de régler tous les problèmes d'ici là. Les Membres devraient aussi garder à l'esprit que bien qu'il leur soit nécessaire de progresser en ciblant leurs efforts, ils ne devaient pas perdre de vue le programme global auquel tous attachaient de l'importance.

86. Le Comité des négociations commerciales a pris note des déclarations.

87. En clôturant la réunion, le Président a indiqué que la prochaine réunion du CNC se tiendrait le 30 juin 2004 et se poursuivrait le 1^{er} juillet si nécessaire.
